

Évaluation de la gestion de la crise du covid par la Chancellerie fédérale: prendre conscience, un premier pas pour s'améliorer

22.06.2022

D'un coup d'oeil

Le Conseil fédéral a pris acte du rapport sur l'évaluation de la gestion de crise durant la deuxième phase de la pandémie covid-19 (d'août 2020 à octobre 2021). Les explications lors de la conférence de presse montrent qu'un potentiel d'amélioration a été identifié sur plusieurs points pertinents. Les ajustements nécessaires doivent suivre rapidement.

Le Conseil fédéral reconnaît qu'il est urgent d'agir dans la gestion de crise de l'administration fédérale. Il constate qu'au niveau stratégique, «l'anticipation de crises potentielles et de l'évolution de la situation en cas d'occurrence pourrait être améliorée». economiesuisse se réjouit que le gouvernement soit arrivé à cette conclusion. En effet, depuis le début de la pandémie, l'une des principales demandes de la faïtière de l'économie était qu'il fallait davantage planifier sur la base de scénarios. De même, du point de vue des entreprises, il est apparu très tôt pendant la pandémie que l'organisation de crise au sein de la Confédération n'était pas à la hauteur. Un autre problème majeur n'a malheureusement pas été abordé lors de la conférence de presse: la gestion déficiente des données, raison pour laquelle la Suisse a souvent dû manœuvrer à l'aveuglette pendant la pandémie.

NÉCESSITÉ D'UNE CELLULE DE CRISE PERMANENTE

La gestion de crise a été laborieuse. Pendant la crise, les activités sont restées les mêmes qu'en temps normal, mais elles ont été effectuées à une cadence nettement plus élevée et avec beaucoup plus de pression. Aux yeux d'economiesuisse, la Confédération aurait besoin d'une cellule de crise professionnelle et permanente qui puisse intervenir dans toutes les situations de crise possibles. Elle doit disposer d'un organigramme préalablement défini avec des responsabilités claires. En effet, seul un dispositif prenant la forme d'un état-major permanent permet une montée en puissance rapide et professionnelle au pied levé en cas de situation d'urgence nationale. Cette organisation doit être indépendante des départements et, en cas de crise, être directement subordonnée au Conseil fédéral.

Des cadres avec des compétences en gestion de crise devraient être des membres permanents de la cellule de crise de la Confédération. Sa direction ne devrait pas être désignée lors de la survenue d'une situation d'urgence, comme c'est le cas actuellement, mais devrait être pourvue en tout temps par un gestionnaire de crise expérimenté. Dans l'éventualité de la survenue d'une situation d'urgence, des spécialistes viendraient épauler les membres permanents. Pour que les procédures fonctionnent, la cellule de crise doit fonctionner avec des configurations différentes et être prête à intervenir à tout moment. De même, il importe de fixer à l'avance les modalités d'implication des cantons, d'associations, de scientifiques et d'autres acteurs.

ÉLABORER DES SCÉNARIOS INTÉGRANT DES INCERTITUDES

On ignore ce que l'avenir nous réserve et il est très difficile de faire des prévisions, cela n'est pas nouveau. En période de crise, établir des prévisions devient nettement plus complexe. Les incertitudes doivent être transposées des scénarios afin de pouvoir réagir rapidement aux nouveaux développements. C'est pourquoi une évaluation régulière de la situation, y compris la publication de scénarios possibles, est une tâche importante d'une cellule de crise afin d'éviter de mauvaises surprises. Cela permet des processus de travail ordonnés au sein de l'administration fédérale et des cantons sur la base de scénarios élaborés suffisamment tôt.

Voilà quelques-unes des mesures qui, aux yeux d'economiesuisse, amélioreraient la capacité de la Suisse à faire face aux crises. La faîtière de l'économie publiera la semaine prochaine un dossier politique contenant d'autres enseignements tirés de la pandémie de covid et d'autres demandes concrètes. economiesuisse attend maintenant du Conseil fédéral qu'il pose rapidement les bons jalons afin que la gestion de crise s'améliore et devienne plus prévoyante.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction